



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

RENTRÉE SOCIALE : UN AGENDA DÉJÀ BIEN REMPLI

Publié le 05/09/2018 - Par Anne-Sophie Balle

Annoncées dès la mi-juillet par le président de la République, les rencontres bilatérales visant à échanger avec les partenaires sociaux sur l'agenda social des prochains mois se sont achevées le 4 septembre. Retour sur les grands dossiers de cette rentrée sociale.



Photo @Réa/Hamilton

Une rentrée sociale sur les chapeaux de roue. Depuis le 29 août, le Premier ministre accompagné de Muriel Pénicaud, ministre du Travail et d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, recevait tour à tour l'ensemble des organisations syndicales et patronales. La Cfdt, reçue le 4 septembre, a fermé le bal. Six semaines après le mini-sommet social organisé à l'Élysée autour du président de la République, ces rencontres bilatérales avaient pour dessein de « *tracer les contours du programme de travail de l'année à venir en matière sociale, les grands axes des évolutions que le gouvernement envisage et la méthode pour y parvenir* » selon les termes employés par le Premier ministre. Elles ont été pour la Cfdt l'occasion de redire au gouvernement que « *toute politique qui ne ferait pas sens donnerait le sentiment qu'on égraine des réformes sans intérêt* ». Laurent Berger en appelant à « *des politiques sociales beaucoup plus assumées et des politiques de solidarité plus fortes* ». En ligne de mire du secrétaire général : les arbitrages budgétaires annoncés ces derniers jours dans la presse et, plus globalement, les économies envisagées sur les plus démunis et les plus éloignés de l'emploi. Celles-ci « *donnent l'impression de s'attaquer aux plus fragiles* ».

Une remise à plat du système qui fasse sens

Dans un contexte économique et social toujours dégradé, avec des signes d'amélioration qui tardent à se faire jour sur le front du chômage, les échanges ont donc naturellement porté sur les sujets brûlants de cette rentrée sociale. A commencer par [l'assurance-chômage](#), pour laquelle le président de la République a souhaité une « *remise à plat du système* » en demandant début juillet aux partenaires sociaux de rouvrir une négociation sur le sujet. Encore faut-il pour cela que ceux-ci soient respectés dans leur capacité de négociation et d'innovation, souligne la CFDT. Aussi elle réfute d'emblée que le dossier soit abordé sous le seul prisme budgétaire. « *La réponse au chômage ne peut pas, non plus, se réduire au versement d'un minima social par l'Etat ou d'une offre de formation pour solde de tout compte. Et ce n'est pas non plus en favorisant les heures supplémentaires, au détriment de ceux qui n'ont pas d'emploi ou en instaurant une dégressivité des allocations chômage qu'on résoudra le problème*, a rappelé la CFDT. « *En revanche, s'il s'agit de construire un système qui continue à être performant dans l'indemnisation et qui accompagne vers l'emploi durable, la CFDT assumera sa part de responsabilité comme elle l'a toujours fait dans le cadre du paritarisme* », développait Laurent Berger à sa sortie de Matignon. Reste à savoir ce qui figurera dans la lettre de cadrage transmise par les pouvoirs publics dans les prochains jours. « *Si la lettre de cadrage ne nous convient pas, nous ne ferons pas mine*, poursuit le secrétaire général, se refusant à tirer les conclusions sur un document qui aujourd'hui n'existe pas ».

L'enjeu de la santé au travail

La question de la santé au travail a également été au cœur des échanges. [Le rapport Lecocq-Dupuis-Forest](#) remis le 28 août au gouvernement répond globalement aux attentes de la CFDT – en prônant une révolution du système de prévention des risques professionnels pour en améliorer la visibilité et l'efficacité. Le Premier ministre devrait d'ailleurs annoncer prochainement l'ouverture d'une négociation sur le sujet, négociation que la CFDT souhaite élargir à la question de la qualité de vie au travail, « *afin que les conditions de travail soient négociées beaucoup plus qu'aujourd'hui dans les entreprises comme dans les branches professionnelles* ». En parallèle, le gouvernement souhaite que soit abordée l'organisation du système d'indemnisation des arrêts maladie, jugé « *coûteux, inéquitable et déresponsabilisant* », selon les propres termes du Premier ministre. Or si les arrêts maladie ont augmenté, le recul de l'âge de la retraite et l'intensification du travail y sont pour beaucoup. [L'enquête Parlons travail](#) menée par la CFDT l'a démontré : 51 % des salariés disent avoir une charge de travail excessive et 45% éprouvent des douleurs physiques en raison de leur travail. « *Le travail est générateur de difficultés pour la santé. Traitons la question par le biais de la qualité au travail et non dans une logique de sanction et de culpabilisation des travailleurs* », appelle de ses vœux Laurent Berger.

Les autres réformes sociales

En marge de ces dossiers brûlants, la CFDT a souhaité interpellier le Premier ministre sur les rendez-vous des prochaines semaines qui suscitent autant d'interrogations que d'inquiétudes. A l'heure où débutent les discussions parlementaires sur [le projet de loi Pacte](#) (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) la CFDT s'inquiète des moyens restreints pour les administrateurs salariés prévus dans le projet de loi. Après l'occasion manquée de renforcer le dialogue social avec les ordonnances travail, dont le premier bilan d'évaluation confirme les inquiétudes, elle attend des « *signes forts donnant aux représentants du personnel les moyens d'agir* ».

Cette rentrée devrait aussi être marquée par la présentation mi-septembre du plan pauvreté, dont la CFDT attend beaucoup. Maintes fois annoncé puis reporté, celui-ci pourrait inclure le versement social unique (qui permettrait aux allocataires de minima sociaux de percevoir le même jour plusieurs prestations) mais aussi renforcer l'accompagnement et de l'insertion des bénéficiaires, tout spécialement pour les allocataires du RSA. « *Cela serait la marque d'une volonté de mener des politiques de solidarité. Mais pour cela il faut des mesures, des moyens, mais aussi un discours empathique et non culpabilisant* », a réagi le secrétaire général.

Sans surprise enfin, [la Fonction publique](#) s'est également invitée dans le débat. Laurent Berger a notamment demandé que certaines revendications portées par la CFDT soient entendues dans les discussions et les négociations actuellement menées avec le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt, et notamment autour de la prise en charge par les employeurs publics de la complémentaire santé pour les agents publics. Le plan hôpital, qui devrait lui aussi être annoncé courant septembre, doit quant à lui contenir des mesures de ressources humaines et catégorielles. Car c'est un fait : « *les agents se sentent mal aujourd'hui, et ils ont besoin d'être reconnus pour leur apport à la société. La CFDT se devait de le rappeler ici* ».

aballe@cfdt.fr